

Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeir, Alexander Nützenadel (Hg.), Geld – Geschenke – Politik. Korruption im neuzeitlichen Europa, München (Oldenbourg) 2009, VI–307 S. (Historische Zeitschrift. Beihefte, 48), ISBN 978-3-486-58847-7, EUR 64,80.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Claude Michaud, Orléans

L'ouvrage est le fruit d'un colloque tenu les 30 juin et 1^{er} juillet 2006 au Zentrum für Europäische Studien de l'université de Cologne. La corruption, vaste et universel thème par-delà les siècles, les continents, les États, les régimes politiques ... Juristes, sociologues et politistes s'en sont emparés, plus que les historiens: citons Paul Veyne, Jakob van Klaveren, Jean-Claude Waquet et quelques secteurs bien documentés, la corruption dans l'Angleterre parlementaire, celle de la république de Weimar, instrumentalisée par les nazis, celle du régime nazi. L'universalité du phénomène, le champ très ouvert de ses manifestations doivent éviter la tendance à une généralisation facile; la corruption doit être contextualisée et datée avant que d'être conceptualisée. La définir comme le mésusage d'une fonction publique au bénéfice d'intérêts privés, l'usurpation d'une rente de fonction aux dépens d'une organisation ou d'une communauté, suppose qu'une distinction claire et sensible existe entre le domaine public et le domaine privé. Le clientélisme, le patronage, le népotisme, toutes les formes de relations interpersonnelles, qui ont prévalu dans les sociétés pré-modernes, stratifiées par les structures familiales, et où les échanges relevaient du don et contre-don, sont-ils synonymes de corruption? La réussite en politique, qui supposait au départ une forte assise matérielle pour approcher le prince ou un grand aristocrate, s'accompagnait d'un enrichissement considérable en cadeaux, pensions, sinécures octroyés par le patron. La frontière ignorée entre possession privée et domaine public interdisait toute stigmatisation hâtive; Richelieu, immensément riche, n'était pas un corrompu. Tout change quand on passe à une société aux fonctions différenciées tenues par une bureaucratie d'État salariée, soumise à des règles précises et dont l'incorruptibilité devait être la principale vertu. Désormais le sujet/citoyen devait faire confiance à une organisation impersonnelle; mais pouvait-il se défaire d'un coup du sentiment de dépendance issu de la reconnaissance pour un service, et le fonctionnaire, qui, certes, n'achetait plus sa charge, pouvait-il être insensible aux bénéfices collatéraux et aux pots de vin? La corruption ne serait donc pas la relique d'un ordre ancien, mais le fruit du processus de modernisation des sociétés et des États et un danger constant pour tout régime démocratique. Bolingbroke dénonçait déjà au début du XVIII^e siècle le »governing by corruption« de l'Angleterre, véritable institution parallèle. Un peu plus tard, Pitt fut accusé d'utiliser les richesses qu'il tirait du commerce des Indes pour promouvoir sa carrière politique. À la fin du XIX^e siècle, lorsque l'élargissement du suffrage déconnecta au moins juridiquement la participation politique de la richesse personnelle, l'élite politique voulut participer aux bénéfices accumulés par l'élite économique, laquelle ne fut pas insensible à la conquête de places en politique, susceptibles de faciliter son enrichissement; d'où dans un sens comme dans l'autre, des trafics d'influence et la

corruption. Après la Première Guerre mondiale, la dénonciation des politiques corrompus par les entrepreneurs de l'économie fut un leitmotiv; on leur reprochait de chercher des sponsors. W. Churchill, (un précurseur!) avait croisé sur le yacht d'Onassis. La situation devient particulièrement grave quand la perte de confiance dans les institutions politiques est totale: la corruption s'auto-alimente, personne ne voulant être plus bête que son voisin.

L'institution quasi-officielle du favori/*valido* ressortit-elle à la corruption? On navigue là encore dans cette zone grise où la distinction privé/public n'est pas nette. La concentration du pouvoir dans la personne du duc de Lerma, favori du faible Philippe III, la promotion de ses parents, enfants, clients suscitèrent l'opposition de la reine Marguerite d'Autriche et du confesseur royal; le favori du favori Pedro Franqueza tomba en 1609; Lerma ne fut disgracié qu'en 1618, moins à cause des attaques pour corruption, que par la division de sa clientèle en clans rivaux. Buckingham fut tout puissant entre 1616 et 1628 et mettait en danger le patronage des pairs que Jacques I^{er} avait multiplié pour amoindrir leur puissance. Les Communes, en opposition à la prérogative royale, prirent la tête du combat contre le favori, la corruption devint une arme parlementaire; à la différence de l'Espagne, le conflit prit un aspect constitutionnel et la procédure de l'impeachment fut brandie. Le débat sur la corruption perdura en Angleterre, contre Walpole et d'autres; après 1760, le mot servit à stigmatiser tout l'archaïsme de l'État anglais, et surtout pensions, sinécures, monopoles, clientélisme, corruption électorale. La Venise du XVIII^e siècle devenue étrangère à l'ethos républicain, où le pouvoir était confisqué par 150 familles, où le commerce des charges et des titres se pratiquait depuis deux siècles, passe pour le modèle du régime politique corrompu. La rotation rapide des charges – les mandats vont de six mois à deux ans, sauf pour le doge et les procureurs –, éleva l'achat des voix à la hauteur d'une institution, c'était une ressource essentielle de la petite noblesse. Cette corruption systémique fut-elle le phénomène pathologique d'un État décadent? On sait les critiques de Montesquieu et de Rousseau; n'oublions pas que ce dernier rendait aussi le progrès responsable de la corruption. À cause d'une constitution irréformable et de l'hétérogénéité de l'élite de la Sérénissime, la corruption pour le partage des charges fut un élément constitutif de l'ordre social, un stabilisateur à l'intérieur du groupe dirigeant.

En France, depuis la fin de l'Ancien Régime, la dénonciation de la corruption fut presque toujours liée à une entreprise de déstabilisation du régime, qu'il soit monarchique, impérial ou républicain. En 1789, le roi, les nobles, les clercs, les fermiers généraux, ces derniers tous guillotisés, furent la cible des révolutionnaires jacobins qui voulaient purifier la société. Le nouveau régime n'empêcha pas l'enrichissement des acheteurs de biens nationaux, Barras fut le modèle du corrompu; puis les préfets napoléoniens durent tolérer, sinon encourager un certain degré de corruption, s'ils voulaient s'assurer de la fidélité des élites. On sait le rôle que jouèrent les affaires de corruption dans la chute de la monarchie de Juillet. Tocqueville dénonça la confusion des intérêts publics et privés, Victor Hugo s'en prit à Guizot, personnellement non corrompu, mais gouvernant par la corruption, »telle une honnête femme qui tiendrait un bordel«. La III^e République fut la république des affaires de Jean-Noël Jeanneney: scandale des décorations du gendre de Jules Grévy, scandale de Panama, affaires Thérèse Humbert, Marthe Hanon, Stavisky, mêlant spéculation, mensonge et corruption. À la base des campagnes violentes d'une presse de masse, la critique de l'hyperparlementarisme, de

l'immoralité politique de l'*establishment* républicain, du libéralisme, du capitalisme, déjà du lobby juif, et l'appel à un État fort et à un chef providentiel (Boulanger, Pétain). La Grande-Bretagne édouardienne fut agitée par le »War Stores Scandal«, l'enrichissement frauduleux des politiques lors de la guerre des Boers par le biais de l'approvisionnement des troupes. Lloyd George mena l'attaque contre Joseph Chamberlain et son frère. L'affaire fut une des causes de la chute de Balfour en 1905. Le *Prevention of Corruption Act* de 1889 fut renforcé en 1906. Après cette date, les tories menés par Bonar Law et le journaliste Leopold Maxse stigmatisèrent les ploutocrates libéraux. En 1913, le scandale Marconi – le physicien avait obtenu le quasi monopole de la télégraphie sans fil dans l'Empire britannique – mit en cause le monde politique qui avait obtenu des actions à bon marché; l'antisémitisme s'en mêla, accusant le ministre des postes et l'entourage de Marconi. Dans la Russie du XIX^e siècle, la réputation de corruption et d'absence d'éthique des bureaucrates est devenue légendaire. C'est que la société s'est attardée dans un système patriarcal où l'échange réciproque de dons est la norme. Le bureaucrate russe n'est pas un fonctionnaire animé par la fidélité au service, mais un serviteur fidèle à son patron, sans lequel il n'est rien; c'est là qu'il place son honneur. Car, contrairement à Max Weber, il y a un honneur du bureaucrate russe qui se matérialise par l'avancement dans le tableau des rangs, le tchin, et la promotion dans la hiérarchie des ordres de Saint-Georges, Saint-Vladimir, Alexandre Newsky ...

Le XX^e siècle est illustré par la corruption dans le régime nazi, dans le système communiste de la RDA et dans l'Afrique post-coloniale. Lors de la dictature nazie on peut distinguer trois types de corruption: s'approprier les dons ou les cotisations au parti est gravissime et durement puni; le marché noir et les diverses caisses noires du parti sont tolérés; le système organisé de l'usage de l'arbitraire pour consolider le régime libéré de toute norme est une pratique inhérente au système, donc admis, sinon encouragé. On ne poursuit que ce qui nuit au parti nazi, mais jamais ce qui lèse les ennemis du régime, dépouillés illégalement et impunément. Hitler, le parti et l'État ne font qu'un, les moyens publics sont donc mis au service des besoins privés: le repaire alpestre et les collections d'art du *Führer*, les 1375 tableaux, 250 sculptures, 168 tapisseries, 9 résidences de Göring, soit 600 millions de marks ... Les biens juifs alimentèrent le luxe des dignitaires nazis. La corruption gagna vers le bas – 100 000 habitants de Hambourg profitèrent des spoliations juives –, rendant un plus grand nombre d'Allemands solidaire du régime. Pour tout régime communiste, la corruption est le fruit du capitalisme, elle ne peut exister dans la société sans classe et sans enrichissement. Jusqu'à l'automne de 1989, ce fut un sujet tabou en RDA; vint alors la dénonciation de la »Bolsche Vita« de la nomenklatura composée des membres du parti et de la bureaucratie d'État, et de la systématisation du clientélisme pour obtenir des privilèges et des avantages matériels. Trois périodes sont à distinguer: l'établissement du régime dans les années 1940–1950, le temps des réformes économiques dans les années 1960–1970, la décadence ensuite. Les confiscations des biens des criminels de guerre et des nazis furent la base du futur système; la Zentrale Kommission für Staatliche Kontrolle (ZKK) fut moins un instrument de lutte contre la corruption que le moyen de démanteler ce qui restait du secteur privé. Parallèlement la nomenklatura se mit en place, bénéficiant, ainsi que certains intellectuels, artistes, ingénieurs de privilèges, de paquets de nourriture, de l'accès à la

littérature occidentale, de visas pour l'étranger. Le nouveau système économique, ses échecs, les distorsions entre la croissance de la production et celle des gains généralisèrent le marché noir pour tout, nourriture, livres, séjours à la Baltique ... On n'obtenait désormais plus rien avec une cartouche de cigarettes ou un paquet de café. L'enrichissement de certains membres d'entreprise (Keltz & Meiners KG Berlin) ne passa pas inaperçu. La dernière période fit éclater le luxe de la nomenclatura, ses voitures (14 pour le couple Honecker), ses résidences (les 23 villas de Wanlitz, avec piscine, club privé, cinéma, magasin de produits occidentaux), ses chasses ... L'Afrique actuelle offre le triste tableau d'une corruption d'autant plus scandaleuse qu'elle côtoie la plus grande misère. Le temps n'est plus où l'on pouvait soutenir que la corruption était le prix à payer pour l'exploitation de nouvelles ressources, pour l'émergence d'une nouvelle classe sociale, et qu'au bout il y aurait le progrès. L'appauvrissement du continent, les guerres civiles, le despotisme d'un Bokassa ou d'un Mobutu, l'enrichissement d'une petite élite politique, le pillage et le gaspillage des ressources naturelles déclinent tous les registres de la corruption. Celle-ci est-elle intrinsèquement un héritage africain, ou bien le legs de la colonisation? Cette dernière aurait-elle interrompu un processus d'évolution étatique, au moins dans les royaumes de l'Afrique orientale centrale, et plaqué la façade de rationalité de l'administration coloniale sur des sociétés, conglomérat d'ethnies, encore largement patriarcales et étrangères à l'idée d'intérêt collectif? Les constitutions calquées sur celles des anciennes puissances européennes ne peuvent fonctionner en l'absence d'État ou de conscience nationale. Il reste une bureaucratie et un parti unique, dont les membres doivent s'enrichir vite, compte tenu de l'instabilité politique. Que faire avec la corruption? Faut-il s'en accommoder pour ne pas déstabiliser davantage des États fragiles? Est-elle la cause essentielle du blocage africain? Ou bien plutôt, tout simplement, le symptôme gravissime de la misère du continent?

La lecture de ce recueil d'articles, en juillet 2010, alors que le feuilleton de l'affaire Bettencourt-Woerth emplissait les médias, a procuré à l'auteur de la recension une âpre et saumâtre consolation, mais pas la moindre résignation à l'immoralité, au cynisme, au mensonge. Au cours de l'histoire, si honneur il y eut, il fut du côté des dénonciateurs de la corruption et jamais du côté des corrompus et des corrupteurs. Le régime fasciste hitlérien fut l'exemple même de la corruption systémique; il est particulièrement mal venu de retourner l'odieuse qualification de fasciste et l'appliquer aux méthodes employées par le camp des dénonciateurs. N'oublions pas qu'au temps du III^e Reich, l'inversion des valeurs était la norme, sauver un juif était un acte criminel. La corruption est liée à l'exercice du pouvoir, à l'abus du pouvoir par qui le détient (propension dégénérative quasi automatique pour Montesquieu), à ses manipulations; d'où l'importance des moyens de contrôle indépendants ou l'existence de contre-pouvoirs, afin, encore Montesquieu, que le pouvoir arrête le pouvoir. Que l'ambition, l'argent, la passion de la domination engendrent comme naturellement la corruption est une donnée quasiment anthropologique; que la corruption soit dénoncée inlassablement est une exigence tout aussi universelle de la culture et de la morale humanistes.